

# STATUTS DE MT71

## TITRE I CONSTITUTION ET OBJET DE L'ASSOCIATION

### **Article 1 – Constitution – Dénomination**

Entre les personnes physiques ou morales qui adhèrent aux présents statuts, il est constitué, conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, ainsi que des dispositions du code du travail applicables, une association qui prend pour dénomination « MT71, Service Interentreprises de Prévention et de Santé au Travail de Saône-et-Loire » et pour sigle « MT71 ».

### **Article 2 – Objet**

L'association a pour objet d'assurer l'organisation, le fonctionnement et la gestion du Service de Santé au Travail Interentreprises (SSTI) dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur avec pour finalité d'éviter toute altération de la santé des salariés des entreprises adhérentes du fait de leur travail.

A cette fin elle conduit toute action de santé au travail dans le but de préserver la santé physique et mentale des travailleurs tout au long de leur parcours professionnel.

L'association peut, dans ce cadre, notamment favoriser, grouper, gérer toutes institutions et organismes répondant aux dispositions légales et réglementaires, dont les Lois du 11 octobre 1946 et du 20 juillet 2011, et de tout texte modificatif nouveau qui pourrait venir les préciser ou substituer

### **Article 3 – Siège social**

Le siège de l'association sur décision du Conseil d'Administration du 21 juin 2019 est fixé à «15 Rue Gabriel Lippmann à Chalons/Saône ».

Il pourra, par la suite, être transféré par décision du conseil d'administration, portée à la connaissance des adhérents. Le conseil d'administration a, dans ce cadre, notamment pouvoir pour procéder à la modification de l'adresse du siège dans les présents statuts.

### **Article 4 – Durée**

« La durée de l'association est illimitée ».

## **TITRE II COMPOSITION DE L'ASSOCIATION,**

### **Article 5 – Qualité de membre**

Peuvent adhérer à l'association tout employeur relevant du champ d'application de la Santé au travail définie dans le Code du travail, 4<sup>ème</sup> Partie, Livre VI, Titre II, compris dans le domaine géographique et professionnel des secteur médicaux gérés par l'Association.

Peuvent également être admis comme membres les collectivités décentralisées et établissements publics ayant la personnalité juridique relevant de la médecine de prévention dès lors que la réglementation le leur permet. L'acceptation de l'adhésion est soumise à l'accord du Conseil d'Administration.

L'Association peut par ailleurs conclure des conventions avec les collectivités décentralisées, les établissements publics et les services déconcentrés de l'Etat conformément au décret n°2001-232 du 12 mars 2001 relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la Fonction Publique. Ces conventions ne confèrent pas aux administrations et établissements concernés la qualité de membre de l'Association et donc le droit de faire partie de l'assemblée générale.

### **Article 6 – Conditions d'adhésion**

Pour faire partie de l'association, les postulants doivent :

- remplir les conditions indiquées à l'article 5 ci-dessus ;
- adresser à l'association une demande écrite ;
- accepter les présents statuts et le règlement intérieur ;
- s'engager à payer les droits et les cotisations dont les montants sont fixés chaque année conformément aux dispositions des présents statuts et du règlement intérieur

### **Article 7 – Perte de qualité de membre**

La qualité de membre de l'Association se perd par :

- la démission ; l'adhérent qui entend démissionner doit en informer l'association par lettre recommandée avec avis de réception sous un préavis de 3 mois avant la fin de l'exercice social en cours. La démission prend effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice suivant la date d'expiration du préavis,
- la perte du statut d'employeur,
- la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour retard de paiement des droits et cotisations,
- la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour infraction aux statuts ou au règlement intérieur de l'association, inobservation des obligations incombant aux adhérents au titre de la réglementation en santé au travail ou tout acte contraire aux intérêts de l'ensemble des adhérents. Dans tous ces cas, l'adhérent est prévenu par écrit et peut, sur sa demande écrite, être entendu par le Conseil d'Administration.

En cas de radiation comme pour une démission, les cotisations restent dues pour l'année civile entamée ; il n'est fait aucun remboursement sur la cotisation de la période en cours.

### ***Titre III RESSOURCES de L'ASSOCIATION***

#### **Article 8 – Ressources**

Les ressources de l'association se composent :

- des cotisations annuelles et des droits d'admission fixés par le conseil d'administration et ratifiés annuellement par l'assemblée générale pour chaque catégorie d'adhérents et payables selon les modalités arrêtées par le règlement intérieur de l'association ;
- du remboursement des dépenses exposées par le Service notamment pour examens, enquêtes, études spéciales occasionnés par les besoins des adhérents non prévus dans le règlement intérieur comme une contrepartie mutualisée à l'adhésion ;
- des subventions qui pourront lui être accordées ;
- du revenu des biens et de toutes autres ressources autorisées par la loi ;
- des éventuels frais et pénalités visés par le règlement intérieur.

### ***TITRE IV CONSEIL D'ADMINISTRATION***

#### **Article 9 : Composition**

L'association est administrée paritairement par un conseil d'administration de 20 membres, dont

- 10 membres employeurs élus pour quatre ans par l'assemblée générale parmi les membres de cette association, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et précisées dans le règlement intérieur de l'association.
- 10 représentants des salariés des entreprises adhérentes, désignés pour quatre ans par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et précisées dans le règlement intérieur de l'association.

Un administrateur employeur ne peut commencer à exercer un mandat s'il a atteint l'âge de 67 ans au moment de son élection.

En cas de vacance, le conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement de ces membres employeurs. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine

assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres employeurs remplacés.

En cas de départ d'un membre salarié, l'organisation syndicale concernée est invitée à pourvoir à son remplacement dans un délai de 3 mois. Passé ce délai, l'organisation syndicale ne pourra arguer de nullité, du fait de cette absence, contre les délibérations du conseil d'administration.

### **Article 10 : Perte de la qualité d'administrateur**

La qualité d'administrateur élu (administrateur employeur) se perd dans les cas suivants :

- la démission du poste d'administrateur est notifiée par écrit au Président,
- la perte de qualité d'adhérent,
- le membre élu qui, sans excuse, n'a pas assisté à 3 réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire par décision du conseil, sans recours possible.

La qualité d'administrateur désigné (administrateur salarié) se perd dans les cas suivants :

- la démission du poste d'administrateur désigné est notifiée par écrit au Président,
- la perte du mandat notifiée au Président par l'organisation syndicale concernée,
- la perte de la représentativité de l'organisation syndicale,
- la perte de qualité d'adhérent de l'entreprise dont il est salarié,
- la perte de statut de salarié,
- le membre désigné qui, sans excuse, n'a pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire par décision du conseil, sans recours possible.

En cas de manquement d'un administrateur élu aux obligations de sa charge, comme en cas d'agissements ou de comportement de nature à nuire à l'association, le conseil pourra proposer à l'assemblée générale la révocation de son mandat.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue d'en informer le Président qui en informe le Conseil d'Administration dans les meilleurs délais.

### **Article 11 : Bureau**

Le conseil d'administration élit un bureau paritaire comprenant au minimum :

- un Président choisi, conformément à la réglementation en vigueur, parmi et par les membres employeurs,
- un Vice-Président choisi parmi et par les membres employeurs
- un Trésorier choisi parmi et par les membres salariés
- un Vice-Trésorier choisi parmi et par les membres salariés

- un Secrétaire choisi parmi et par les membres employeurs
- un Vice-Secrétaire choisi parmi et par les membres salariés

Le Bureau a pour principale fonction d'assurer la préparation des travaux du conseil. Le Bureau n'a pas de pouvoir exécutif.

La fonction de Trésorier du conseil d'administration est incompatible avec celle de Président de la commission de contrôle.

Le bureau est élu pour quatre ans, ses membres sont rééligibles.

En cas de vacance d'un des postes du bureau, le conseil d'administration élit un nouveau membre de manière à compléter le bureau, selon une procédure conforme à la réglementation et aux présents statuts. Les pouvoirs des membres du bureau ainsi élus prennent fin à la date à laquelle devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

En cas de pluralité de candidatures pour les fonctions de Trésorier et de Président ou de Vice-président par délégation et d'égalité de voix, le poste est attribué au plus âgé des candidats.

## **Article 12 : Président**

Le président doit être issu du collège employeur et il doit être en activité.

Le Président représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il représente notamment l'association en justice, dans toutes procédures, tant en demande qu'en défense sur délégation expresse du conseil d'administration.

Le Président dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix, préside les réunions des différentes instances de l'association dont il est membre, à l'exception de la Commission de contrôle.

En cas d'absence, il est remplacé par le Vice-président qui dispose de la même voix prépondérante.

Il est chargé de veiller à la conforme exécution des décisions arrêtées par le conseil d'administration.

Le Président est habilité à ouvrir et faire fonctionner dans tous les établissements de crédit ou financiers, tous comptes et tous placements.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoir qu'il juge nécessaires dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés. Il en informe le conseil d'administration à la prochaine réunion qui suit la délégation.

## **Article 13 : Trésorier**

Le Trésorier suit les comptes pour l'exécution du budget et présente un rapport à destination du conseil d'administration sur la situation financière de l'association, la fixation des cotisations et autres ressources, le recouvrement des droits et cotisations. Il présente à l'assemblée générale les comptes arrêtés par le conseil d'administration. Il exerce ses

fonctions aux côtés du Président, du directeur, de l'expert-comptable et du commissaire aux comptes de l'association, sans interférer dans leur propre mission.

La fonction de trésorier du conseil d'administration est incompatible avec celle de président de la commission de contrôle.

#### **Article 14 : Attributions et Fonctionnement du Conseil d'Administration**

Le conseil d'administration exerce les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Association, gérer ses intérêts et, en conséquence, décider de tous les actes et opérations relatifs à son objet à l'exception de ceux que les présents statuts confient à l'assemblée générale ou au Président.

Il arrête le budget et les comptes prévisionnels de l'Association et dès lors que ceux-ci affectent le niveau des contributions demandées aux adhérents, demande son approbation à l'Assemblée générale comme indiqué à l'article 8.

Il procède à la clôture des comptes annuels qu'il soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale. Il édicte tous règlements nécessaires à l'application des statuts et au bon fonctionnement de l'association.

Un rapport comptable d'entreprise, certifié par un commissaire aux comptes, est mis à disposition au plus tard avant la fin du premier semestre suivant l'exercice considéré.

Le conseil d'administration se réunit chaque semestre et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande d'au moins la moitié de ses membres. Le conseil d'administration peut valablement délibérer si au moins la moitié des administrateurs sont présents ou représentés par un membre du conseil.

Un membre a la faculté de donner pouvoir à un autre membre pour le représenter au conseil. Un membre peut recevoir au plus 2 pouvoirs.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président ou du Vice-président est prépondérante.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux et signées par le Président et le Secrétaire.

Assistent également, le Directeur du SSTI (sauf point à l'ordre du jour le concernant directement), des représentants des médecins du travail (conformément à la réglementation en vigueur).

Peuvent aussi assister au conseil d'administration les membres de l'équipe de direction invités.

## **TITRE V DIRECTION**

### **Article 15 : Modalités**

Sur proposition du Président, le conseil d'administration nomme un directeur, salarié de l'association. Le Président fixe l'étendue des pouvoirs du directeur par délégation et en informe le conseil qui fournit les moyens nécessaires à cette délégation.

Le Directeur met notamment en œuvre, sous l'autorité du Président, les décisions du Conseil d'Administration dans le cadre du projet de service pluriannuel. Il rend compte de son action au Président et au Conseil d'Administration.

## **TITRE VI ASSEMBLEE GENERALE**

### **Article 16 : Composition**

L'assemblée générale comprend tous les membres adhérents.

Les adhérents peuvent se faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir régulier ; un adhérent ne peut se faire représenter que par un autre adhérent ayant lui-même le droit de participer à l'assemblée générale.

Seuls les membres à jour de leur cotisation, 30 jours avant l'assemblée générale, peuvent participer à l'assemblée générale

Les administrateurs salariés du conseil d'administration sont invités à l'assemblée générale avec voix consultative.

### **Article 17 : Modalités**

Les membres adhérents de l'association se réunissent en assemblée générale ordinaire ou extraordinaire.

L'assemblée générale se réunit chaque année et chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

Chaque adhérent dispose d'une voix par tranche complète ou incomplète de cinq salariés occupés dans l'entreprise qu'il représente, avec limitation à vingt voix.

Toutes les voix attachées aux pouvoirs établis sans désignation d'un mandataire (pouvoirs dits « en blanc ») seront attribuées en nombre égal à chacun des administrateurs du collège « employeurs » présentes à l'Assemblée Générale ; le « rompu » non partageable étant attribué au Président.

Chaque formule de « pouvoir » devra obligatoirement porter la mention suivante : « Si vous faites retour du présent pouvoir sans indication d'un mandataire, la (ou les) voix attachée(s) à votre pouvoir sera (seront) attribuée(s) à l'un des Administrateurs du collège « employeur » qui sera présent à l'Assemblée Générale. »

En outre, tout modèle de « pouvoir » adressé à un adhérent devra être accompagné de la liste nominative et par ordre alphabétique des Administrateurs « employeur » en fonction

avec l'indication de leur situation professionnelle et géographique et du collège auquel ils appartiennent.

L'assemblée générale est convoquée dix jours calendaires au moins avant la date de la réunion prévue. Cette convocation peut se faire soit par l'envoi d'une lettre ordinaire à chacun des adhérents, soit par avis dans un journal d'annonces légales départemental, soit par tout autre mode permettant d'atteindre l'ensemble des adhérents.

Son ordre du jour est établi par le conseil d'administration.

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou en son absence par le Vice-Président.

L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration sur la gestion et la situation financière et morale de l'association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et donne quitus au conseil de sa gestion. Elle approuve le budget prévisionnel de l'exercice en cours et délibère sur les questions mises à l'ordre du jour par le conseil d'administration.

Elle pourvoit à l'élection ou au renouvellement des membres du conseil d'administration représentant les entreprises adhérentes.

Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Les résolutions des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président du Conseil d'Administration. Une copie du procès-verbal, du rapport annuel et des comptes est tenue à la disposition de tous les membres de l'association.

## ***TITRE VII SURVEILLANCE de L'ASSOCIATION***

### **Article 18 : Commission de contrôle**

L'organisation et la gestion de l'association sont placées sous la surveillance d'une commission de contrôle composée d'un tiers de représentants employeurs et de deux tiers de représentants des salariés désignés pour quatre ans par les organisations syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et selon la répartition prévue par le règlement intérieur de l'association.

En cas de départ d'un membre salarié, l'organisation syndicale concernée est invitée à pourvoir à son remplacement dans un délai de 3 mois. Passé ce délai, l'organisation syndicale ne pourra arguer de nullité, du fait de cette absence, contre les délibérations de la commission de contrôle.

Le Président de la commission de contrôle est élu parmi les représentants des salariés. Le Secrétaire est élu parmi les membres employeurs. Les modalités d'élection sont précisées dans le règlement intérieur de la commission.

Des représentants des médecins du travail assistent, avec voix consultative, à la commission de contrôle dans les conditions prévues par les textes applicables en vigueur.

Les règles de fonctionnement de la commission de contrôle sont précisées dans le règlement intérieur qu'elle élabore.



## ***TITRE VIII REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSOCIATION***

### **Article 19: Modalités**

Le règlement intérieur de l'association est établi par le conseil d'administration et porté à la connaissance de la plus prochaine assemblée générale. Il est modifié dans les mêmes conditions.

## ***TITRE IX MODIFICATIONS DES STATUTS***

### **Article 20 : Modalités**

Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale extraordinaire sur proposition du conseil d'administration ou de la moitié au moins des membres dont se compose l'assemblée générale. Dans ce cas, cette modification devra être adressée au Président du conseil d'administration au moins quinze jours avant la date de tenue de l'assemblée générale, lequel devra saisir le conseil d'administration en vue de la convocation de l'assemblée générale extraordinaire.

Pour délibérer valablement, l'assemblée générale requiert la présence d'au moins un quart des voix en exercice présents ou représentés, à jour de leur cotisation. Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée générale est à nouveau convoquée à quinze jours au moins d'intervalle. Elle peut, lors de cette deuxième réunion, valablement délibérer quel que soit le nombre de ses membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des voix présents ou représentés.

## ***TITRE X DISSOLUTION***

### **Article 21 : Modalités**

L'assemblée générale extraordinaire, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la moitié de ses adhérents en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

### **Article 22 : Liquidation**

En cas de dissolution volontaire ou prononcée en justice, l'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net de préférence à d'autres services de santé au travail ou à défaut à plusieurs associations à but non lucratif ayant une vocation sociale.

Dans le cas de biens acquis à l'aide de subventions allouées par l'Etat, la dévolution de ces biens devra recevoir l'autorisation du Ministre qui a accordé la subvention.

## ***TITRE XI DISPOSITIONS DIVERSES***

### ***Article 23 : Evolutions***

Les changements de Président et de Directeur de l'association, ainsi que toutes modifications apportées aux statuts, sont portés à la connaissance du Préfet et du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi dans un délai d'un mois.

Statuts adoptés à l'unanimité lors de l'Assemblée Générale du 7 février 2013.

Mise à jour du lieu du Siège Social par Décision du Conseil d'Administration du 21 juin 2019.